

# Celsius vs Euro

*par*

Christophe Moret

Vice President, Estin & Co

---

Le réchauffement climatique est inéluctable<sup>1</sup>, ou en tout cas c'est l'opinion scientifique qui prévaut aujourd'hui. Au-delà des indéniables incertitudes scientifiques actuelles<sup>2</sup> sur l'ampleur et la nature précises des effets, le consensus des experts et des politiques est qu'il apportera une hausse du niveau des océans, des bouleversements climatiques néfastes du fait de l'extrême difficulté d'adapter les pratiques agricoles actuelles, de modifier les infrastructures<sup>3</sup> ou de déplacer les populations.

Il faut donc lutter sur deux fronts : tenter de minimiser les impacts négatifs de ces futurs bouleversements (il y en aura quelques-uns de positifs<sup>4</sup>) et essayer de prendre le mal à la source en combattant les causes du réchauffement (au-delà de ce qui est déjà inscrit).

## Deux objectifs

Sur le premier front, les grands sommets à la Copenhague<sup>5</sup> et les politiques semblent aujourd'hui excessivement focalisés sur la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. On ne parle guère d'aider les populations des îles de l'Océan Indien ou Pacifique, ou des deltas fluviaux asiatiques qui devront dans quelques décennies s'expatrier.

Combattre aujourd'hui les causes du réchauffement n'empêchera pas des bouleversements majeurs de se produire dans les 50 ans à venir. On peut installer des panneaux photovoltaïques sur les toits des palais vénitiens pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, cela n'empêchera pas la ville de sombrer, sapée par des inondations permanentes.

Les compétences des pays développés ou proches de l'être (en climatologie, ingénierie pour les infrastructures, dans les approches pour augmenter la productivité agricole, dans les sciences sociales pour gérer des déplacements de population, etc...) peuvent être utilisées au profit des pays ou régions qui subiront les pires impacts du réchauffement.

Il ne s'agit pas de faire des chèques à des gouvernements (qui ne les utiliseront pas forcément dans l'optique souhaitée). Il s'agit d'initier puis de coordonner au niveau international des programmes qui puissent à un horizon compté en décennies relocaliser des populations, réorienter les pratiques agricoles de certaines zones, développer certaines infrastructures (de protection telles des digues, d'amélioration tels des systèmes d'irrigation efficaces, etc...).

La tâche est de taille, les enjeux humains et financiers considérables, les obstacles politiques immenses. Un tel programme doit être lancé aujourd'hui pour pouvoir fournir les résultats attendus dans 20 à 50 ans... On en est, au mieux, aux premiers balbutiements<sup>6</sup>.

Sur le deuxième front également, pour lutter contre les causes du réchauffement, beaucoup reste à faire et certains programmes paraissent peu rationnels.

---

<sup>1</sup> De 1,8 à 4,0° entre 2000 et 2100

<sup>2</sup> Evolution des courants marins, impact des microparticules, etc...

<sup>3</sup> Par exemple les pylônes de lignes de très haute tension ancrés dans le permafrost sibérien, qui va fondre

<sup>4</sup> Gain de nouvelles zones agricoles, vers les pôles ou en altitude, dans les massifs montagneux

<sup>5</sup> Au moins par ses coûts directs, estimés à 150 millions d'euros

<sup>6</sup> Un fond spécial de 200 millions de dollars existe depuis trois ans...

Si la France veut réellement appliquer Grenelle, il lui en coûtera 440 milliards d'euros d'ici à 2020<sup>7</sup>, ce qui constituerait une augmentation (hors autres sources de dépenses et d'endettement de l'Etat et des collectivités publiques) d'un tiers de sa dette publique de fin 2008 (1 354 milliards d'euros, soit 70% du PIB). Ce n'est simplement pas réaliste.

A un niveau plus détaillé, il est bon de rappeler des faits simples : isoler un immeuble d'habitation de 5 000 m<sup>2</sup> (combles, toiture, murs par l'intérieur, fenêtres double vitrage avec cadres isolants) n'est pas rentable. En actualisant à 12%, l'investissement d'environ 200 000 euros, a, en fonction des économies d'énergies qu'il permet, y compris en tenant compte des certificats blancs obtenus par le propriétaire, une valeur actualisée négative d'environ -100 000 euros.

Certains objectifs actuels et programmes de subventions correspondants ne sont simplement pas soutenables.

Par ailleurs, les intérêts nationaux (politiques et industriels) semblent souvent prendre le pas sur une logique économique et environnementale mondiale (à l'échelle du problème posé), voire même locale. Le niveau des subventions et autres incitations (crédit d'impôt par exemple) ne paraît pas calé sur autre chose que la recherche d'une rentabilisation de telle ou telle technologie de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>.

On rachète aujourd'hui l'électricité produite par du photovoltaïque environ trois fois plus cher que celle produite par une éolienne et six fois plus que celle produite par un mix moyen européen de nucléaire, charbon, gaz et hydraulique. Et malgré les progrès techniques et l'expérience cumulée des fabricants de panneaux solaires, il n'y a qu'une probabilité infime que les coûts deviennent un jour compétitifs. Certes, toute technologie « renouvelable » est bonne à prendre, mais quitte à dépenser des deniers publics (ou ceux des consommateurs finaux) autant qu'ils réduisent au maximum les émissions de CO<sub>2</sub> par euro dépensé.

Force est de constater aujourd'hui que de nombreux programmes sont incohérents :

- Plus de 30% des éoliennes bâties en Chine (avec des subventions) ne sont pas reliées au réseau et sont donc inopérantes (parce que les opérateurs de réseaux n'ont pas pu ou voulu suivre en tirant les lignes nécessaires),
- Le biocarburant à base de maïs est maintenant reconnu comme générant pour sa production (de la graine au carburant) plus de gaz à effet de serre qu'il n'en fait économiser,
- Il y a proportionnellement près de 10 fois plus de photovoltaïque dans la région de Hambourg (peu connue pour son climat ensoleillé) qu'en Sicile.

Quelques programmes efficaces (faible investissement et fort impact) ont certes été mis en place : suppression progressive des ampoules à incandescence, Régulation Thermique des bâtiments, crédit d'impôt pour les pompes à chaleur. Il faut espérer que c'est à dessein et non statistique.

L'allocation optimale de ressources, plus ou moins rares, est un challenge de taille, sous-jacent à toute stratégie de moyen à long terme.

### **Un euro national contre du CO<sub>2</sub> national**

Force est de constater que la vanne des subventions « vertes » est d'autant plus largement ouverte qu'elles sont censées aider au développement du PIB du pays : l'Allemagne est citée en exemple pour les emplois qu'a créés, peut-être temporairement, le photovoltaïque, la Chine insiste pour que les éoliennes installées soient construites sur son territoire.

---

<sup>7</sup> 100 milliards pour les transports, 20 pour les déchets, 115 pour l'énergie et 205 pour les services énergétiques

Pourquoi pas. Mais encore faut-il qu'à terme ces subventions créent de la valeur. Encourager une industrie naissante qui est appelée à un horizon de court à moyen terme à être compétitive et à ne plus avoir besoin de subventions est légitime et économiquement justifié. Créer des monstres à cinq pattes structurellement incapables de subsister par eux-mêmes, ne l'est pas.

Subventionner aujourd'hui de la R&D fondamentale pour des formes de stockage de l'électricité est raisonnable. Subventionner la filière biocombustible au maïs ou à la betterave est une aberration économique et écologique, d'autant plus au vu des montants colossaux en cause et de l'importance des surfaces agricoles utilisées.

Les investissements publics sans rationalité économique réduiront encore la croissance économique des pays occidentaux, déjà faible.

### **Croissance ou chaleur ?**

Au-delà de l'allocation de l'argent public, la question plus fondamentale est celle de l'équilibre nord-sud (ou ouest-est, si l'on pense à l'Europe et à l'Asie). Vouloir imposer à la Chine et à d'autres pays en forte croissance (de l'Asie au Brésil) des réductions d'émissions de gaz à effet de serre proches de celles déclarées ou officiellement envisagées par les pays développés paraît pour le moins curieux, y compris d'un point de vue statistique.

Certes la Chine est aujourd'hui le plus gros émetteur de gaz à effet de serre en tonnes, mais, par habitant, elle n'est qu'à la moitié de l'Europe, au quart des Etats-Unis, et à 45% de la Russie<sup>8</sup>.

Il semble que le bon sens soit parfois un peu laissé de côté par les politiques : l'intérêt d'un pays comme la Chine est de réglementer ses industries et sa consommation de façon à éviter les désastres naturels. Elle souffre suffisamment de la sécheresse, de la déforestation, et des problèmes associés (inondations, pertes de revenus agricoles, etc...) pour mettre en œuvre d'elle-même les mesures adéquates. L'Europe et les Etats-Unis ont agi de même, sans pression internationale, lorsque les pluies acides ravageaient leurs forêts dans les années 60 et 70 et ont imposé dans la foulée des réglementations d'émission de dioxyde de soufre aux centrales à charbon et d'oxydes d'azote aux voitures.

Dans les débats récents autour de Copenhague, il paraissait difficile de ne pas voir le clan des pays à économie développée et à croissance structurelle future faible (l'Europe, le Japon) qui d'une certaine façon voyait non sans plaisir une possibilité de freiner la croissance des pays émergents, insolente au vu de la leur. Les Etats-Unis occupent une position délicate, avec le certificat de plus gros « pollueur » par habitant, et une croissance future typiquement intermédiaire entre l'Europe et les pays émergents.

Des positions cohérentes seront difficiles à dégager tant qu'il y aura une contradiction lourde entre les adversaires clairs de la croissance économique, les organisations prêtes à dépenser à fonds perdus des milliards qu'elles n'ont pas et les tenants rationnels ou tentant de l'être d'une croissance forte mais respectueuse de l'environnement.

L'argent public issu des prélèvements sur l'économie marchande doit être alloué de façon rationnelle, faute de quoi on aura à *la fois* le réchauffement climatique, ses conséquences sur des populations vulnérables, et l'absence de croissance mondiale, porteuse d'autant sinon plus de menaces sur les équilibres sociaux.

Au niveau de chaque entreprise, attention au mur de la réalité. Certains axes de croissance liés au développement durable et aux économies d'énergie sont rationnels et pérennes. D'autres ne reposent que sur des subventions publiques dont certaines sont soutenables à long terme par les Etats, tant que durera le consensus politique et scientifique autour de ces axes.

---

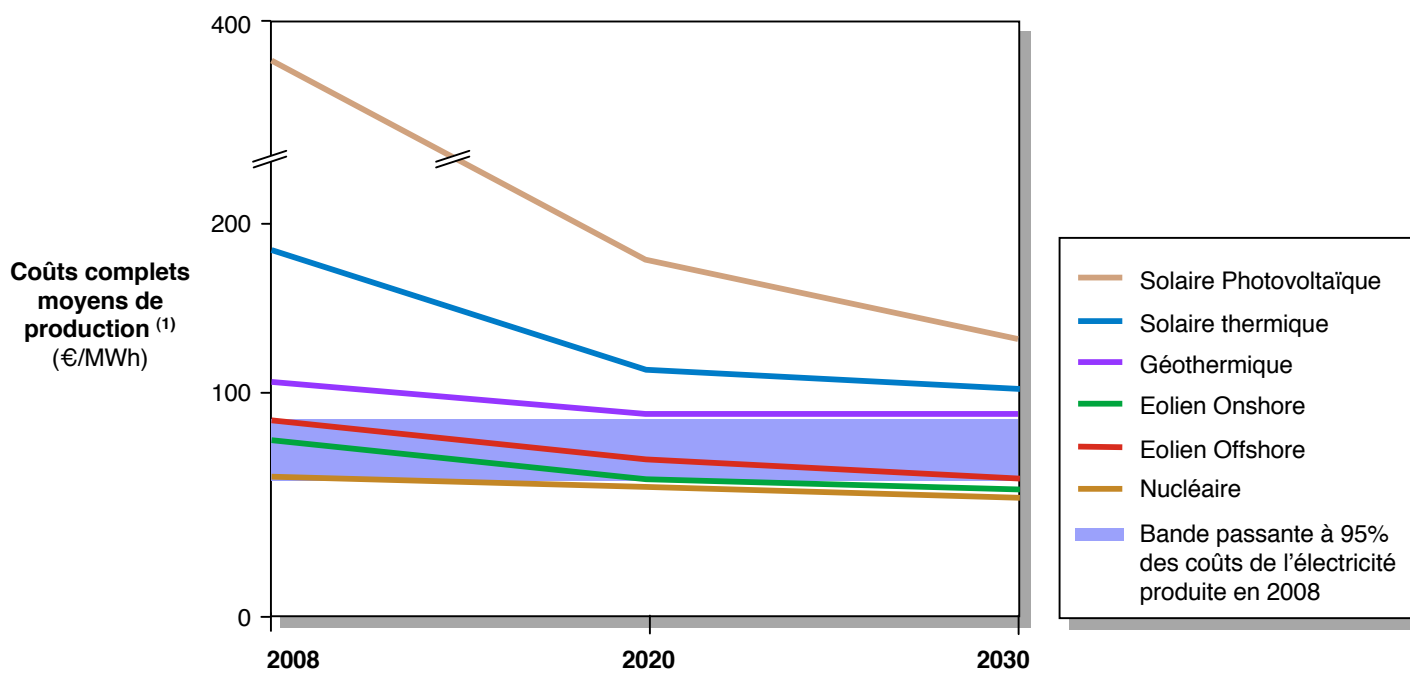
<sup>8</sup> En tonnes équivalent de CO<sub>2</sub>, excluant les modifications d'utilisation de terrain (déforestation, urbanisation,...). Source : World Resources Institute

D'autres enfin dépendent de subventions publiques d'ampleur tellement irréaliste et d'impact tellement incertain qu'elles cesseront à plus ou moins long terme. Attention au piège créé par cette dernière catégorie pour les entreprises qui y auront investi. En matière de développement durable, il faut analyser non seulement les tendances et économies apparentes des marchés, mais également et surtout la pérennité des modèles d'activité des Etats qui les soutiennent.

*Décembre 2009*

*Estin & Co est un cabinet international de conseil en stratégie basé à Paris, Londres, Genève et Shanghai. Le cabinet assiste les directions générales de grands groupes européens et nord-américains dans leurs stratégies de croissance, ainsi que les fonds de private equity dans l'analyse et la valorisation de leurs investissements.*

**- Tableau 1 -**  
**Evolution attendue des coûts de production**  
 Europe - 2008



(1) Hypothèse de croissance modérée des prix des combustibles fossiles sur la période  
 Sources : RTE, PowerNext, analyses Estin & Co